



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

20 | Automne/hiver 2008

Comment intervenir au Proche et Moyen-Orient ?

Quelle action humanitaire possible au Moyen-Orient ?

Joseph Dato, Hélène Thiollet, Pierre Salignon et Pénélope Larzillière



  dition   lectronique

URL : <https://journals.openedition.org/humanitaire/283>

ISBN : 978-2-918362-38-8

ISSN : 2105-2522

  diteur

Médecins du Monde

  dition imprim  e

Date de publication : 30 novembre 2008

ISSN : 1624-4184

Référence   lectronique

Joseph Dato, Hélène Thiollet, Pierre Salignon et Pénélope Larzillière, « Quelle action humanitaire possible au Moyen-Orient ? », *Humanitaire* [En ligne], 20 | Automne/hiver 2008, mis en ligne le 14 octobre 2009, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/283>

Ce document a été généré automatiquement le 24 octobre 2022.

Tous droits réservés

Quelle action humanitaire possible au Moyen-Orient ?

Joseph Dato, Hélène Thiollet, Pierre Salignon et Pénélope Larzilliere

Pierre Micheletti

- 1 Les raisons qui nous ont amen e à traiter ce thème sont multiples. D'abord, bien sûr, la problématique humanitaire au Moyen-Orient prend de l'ampleur, que ce soit en Irak, dans les territoires palestiniens, au Liban ou ailleurs. Ensuite, considérant ces problématiques, notre association a essay e de développer un certain nombre de projets dans plusieurs pays de cette région : nous sommes donc « preneurs » de tous les éclairages que pourront nous apporter les intervenants. La troisième raison, je l'ai trouvée dans le Baromètre de la Défense que l'Institut BVA s'apprête à publier. Cette enquête, menée auprès de 1053 personnes « représentatives de l'opinion publique française », nous apprend en effet deux choses : d'une part que le Proche et le Moyen-Orient, et en premier lieu l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, le Liban et Israël, sont les premières des zones considérées comme « les plus menaçantes pour la France et ses intérêts dans le monde » ; d'autre part que 90% des personnes interrogées estiment que l'emploi des forces françaises est « prioritaire » lorsqu'il s'agit d'« apporter une aide humanitaire ». La dernière raison, c'est que ce débat entre en résonance avec la question plus large du « choc des civilisations » : pour moi¹ qui considère que l'humanitaire est fondamentalement le fruit de la soci ete occidentale, notamment européenne, il serait dangereux de ne pas s'interroger sur la perception qu'ont des ONG humanitaires les populations ou les interlocuteurs que nous côtoyons sur le terrain, en particulier au Proche et Moyen-Orient. Pour finir, je voudrais citer les passages de deux livres parus l'année dernière et qui intéressent notre débat. Le premier est d'Olivier Roy qui, dans son ouvrage *Le Croissant et le Chaos* affirme que « le Moyen-Orient n'est pas le théatre simpliste du choc des civilisations. On ne peut vouloir faire en même temps la guerre à Al Qaïda, aux Talibans, au Hezbollah, au Hamas, à la Syrie et à l'Iran en pensant qu'il s'agit du même ennemi »². Le second est tir e du livre *Le Rendez-vous des civilisations* que l'un de nos intervenants, Youssef Courbage, a écrit avec Emmanuel Todd et dans lequel les deux auteurs livrent une note d'optimisme : « L'intégrisme n'est qu'un aspect transitoire de l'ébranlement de la croyance religieuse dont la fragilité

nouvelle induit des comportements de réaffirmation. La coïncidence dans le temps d'un reflux religieux et d'une poussée fondamentaliste est un phénomène classique. Mise en question et réaffirmation de l'existence de Dieu sont les deux phases d'une même réalité, même si l'abandon de la croyance traditionnelle est l'issue inévitable de l'hésitation métaphysique. Les dosages sont divers, mais l'ambivalence de transition existe toujours. Il n'est même pas nécessaire de voyager pour en trouver l'exemple »³. J'espère que ce débat nous éclairera sur les éléments de complexité de cette région et renforcera notre compréhension et notre capacité d'action.

Joseph Dato

- 2 Je tiens tout d'abord à remercier les nombreux participants à ce débat – preuve de l'intérêt que cette question suscite – ainsi que les intervenants que je vais vous présenter. Tout d'abord, Béatrice Mégevand est chef des opérations du CICR sur la grande zone du Moyen-Orient et du Maghreb. Raoufa Al Sharki est journaliste; elle vient du Yémen où elle préside une ONG apportant une aide précieuse à Médecins du Monde qui travaille dans ce pays. Ensuite, Driss El Yazami qui est secrétaire général de la FIDH. Youssef Courbage, qui est un géographe et démographe, traite notamment des questions de démographie dans cette zone du monde. Et puis, Philippe Droz-Vincent qui abordera les aspects socio-politiques qui y sont à l'œuvre. Trois grands témoins ont accepté de venir : Pénélope Larzillière est sociologue et connaît très bien le Moyen-Orient. Pierre Salignon, membre du Comité de rédaction de la revue Humanitaire a été longtemps directeur général de Médecins sans Frontières-France. Enfin Hélène Thiollet qui enseigne à Sciences-Po et travaille sur la question des migrations depuis la Corne de l'Afrique vers la péninsule arabique. Je laisse donc la parole au premier de nos grands témoins qui sont là pour interpellier, précisément, nos intervenants.

Pénélope Larzillière

- 3 Vous avez évoqué, en introduction, le fait que les Français semblent considérer comme « normal » que l'armée intervienne humanitairement dans les zones de conflit. Or, cela a des conséquences sur le terrain et, en premier lieu, l'amalgame que font les populations arabes entre ONG occidentales et gouvernements occidentaux engendre une délégitimation de ces ONG. Je pense qu'il faut réfléchir à cette question : est-ce que l'agenda sécuritaire est le même que l'agenda humanitaire ?⁴ Par ailleurs, on observe que les agendas des ONG sont de plus en plus fortement calés sur ceux des bailleurs de fonds internationaux. Or les populations le ressentent. Elles ont souvent l'impression que ces agendas ont vraiment peu à voir avec leurs besoins immédiats auxquels, à l'inverse, les ONG confessionnelles apportent des réponses. Autrement dit, la légitimité des ONG confessionnelles augmente quand celle des ONG laïques occidentales décroît...

Driss El Yazami

- 4 J'aimerais beaucoup que l'on m'explique ce que l'on entend par « ONG confessionnelles »... Mais je crois avant tout que lorsque l'on parle du monde arabo-musulman en général, du Moyen-Orient et du Maghreb en particulier, il faudrait parvenir à penser les populations arabes dans toute leur complexité, car ces pays et leurs populations ne se ressemblent pas toujours. C'est à mon avis une des difficultés qu'ont les Occidentaux dans leur rapport à ce monde. Je prendrai l'exemple de l'expression « la rue arabe » très usitée, surtout dans la presse française, depuis la première guerre du Golfe, mais qui, d'une certaine manière essentialise ce monde arabe, suggère qu'on peut l'appréhender d'un trait, alors qu'il est divers et traversé de nombreuses contradictions. Pour autant, et c'est là qu'est la difficulté, il est vrai qu'à

certains moments, sur certaines questions, il peut réagir d'un même élan. De ce point de vue-là, plusieurs dynamiques, contradictoires en apparence, me semblent à l'œuvre parmi ces populations : notamment, on observe un mouvement de distanciation par rapport à certaines valeurs occidentales et en même temps un processus d'occidentalisation profonde de ces sociétés. Il y a en même temps un rejet et une envie d'Europe. Tout cela se manifeste de diverses manières : il suffit de penser à toutes ces personnes qui émigrent illégalement sur les pateras, ces bateaux sur lesquels des hommes essaient de traverser illégalement la Méditerranée. Mais on y trouve aussi de plus en plus de femmes qui prennent l'initiative d'émigrer seules et plus seulement dans le cadre d'un mouvement familial. De mon point de vue, cela révèle non seulement un courage personnel énorme, mais aussi une envie d'émancipation qui relève des processus d'individualisation à l'œuvre dans ces sociétés.

Youssef Courbage

- 5 J'aimerais donner un éclairage complémentaire à propos de l'occidentalisation des populations arabes. De notre point de vue de démographes, Emmanuel Todd et moi constatons que les populations arabes – plus généralement musulmanes – ressemblent de plus en plus, par leur comportement démographique, aux populations occidentales. Le niveau d'instruction, qui a été décisif dans l'évolution et la modernisation de l'Europe à partir des XVI^e et XVII^e siècles, est aujourd'hui une réalité dans les pays arabes. Commencé chez les hommes, poursuivi chez les femmes, il a entraîné avec lui un très fort mouvement de contrôle des naissances qui est riche de sens : ce n'est pas seulement une réaction démographique à des difficultés économiques, c'est aussi une réaction très forte de laïcisation de ces sociétés. Je ressens très fortement ce phénomène au Maroc – un pays que je fréquente beaucoup – où l'on a, à la fois, une montée très forte de l'esprit laïc qui peut aller de pair avec des phénomènes de résurgence religieuse, parfois extrêmes. Ce qu'Emmanuel Todd et moi disons dans notre livre⁵, c'est que nous assistons aujourd'hui à une « rencontre des civilisations » à rebours du « choc des civilisations » dont parle Samuel Huntington. Car ce que le grand public ignore, c'est que cet auteur a utilisé à des fins idéologiques l'argument de l'explosion démographique musulmane en expliquant qu'il s'agirait de l'un des facteurs majeurs de ce fameux conflit de civilisations. L'OTAN l'a d'ailleurs repris dans un rapport de janvier 2008... Je pense que les ONG, qui sont au cœur de cette problématique, devraient avoir conscience de cette manipulation idéologique.

Philippe Droz-Vincent

- 6 Les ONG qui travaillent au Moyen-Orient rencontrent deux types de contextes très différents. Dans le premier, elles agissent dans le cadre d'Etats qui fonctionnent, même s'ils se caractérisent en général par leur autoritarisme. Elles sont donc amenées à intervenir marginalement dans des secteurs (sociaux, culturels, etc.) que les Etats ont délaissés parce qu'ils n'ont plus les moyens de mener des grandes politiques développementalistes, économiques ou parce qu'ils en ont libéralisé un certain nombre. Ces régimes sont tout à fait satisfaits de ce « matelas d'amortissement social » que représentent les ONG, même si cela n'empêche pas qu'ils se méfient de ces ONG, étrangères ou locales, parce qu'ils ne veulent pas perdre le contrôle politique. Dans le second type de contextes que rencontrent les ONG au Moyen-Orient – Irak, Afghanistan – leur action prend place dans le cadre d'interventions menées par des Etats étrangers qui viennent pour « reconstruire » ces Etats, ce que l'on appelle le « state-building ». Dans ces conditions, les ONG sont amenées à entrer en contact avec

les diplomates, les militaires, bref à créer un certain nombre de proximités nouvelles – souvent pour de bonnes raisons, comme la sécurisation de leurs activités – qui peuvent provoquer ces phénomènes de délégitimation. C'est là que se pose le problème du rapport sécuritaire / humanitaire dont parlait Pénélope Larzillière.

Béatrice Mégevand Roggo

- 7 Je crois que, quand on parle de sécuritaire versus humanitaire, on est véritablement au cœur du problème de l'humanitaire au Moyen-Orient aujourd'hui. En fait, ce problème touche d'une façon générale l'action humanitaire dans tous les pays où la culture est différente de la culture occidentale. Mais le fait est que le Moyen-Orient cristallise ces difficultés. En tant que déléguée du Comité international de la Croix-Rouge, je peux vous dire que le fait d'arbore un emblème considéré comme le symbole suprême de l'occidentalisme – une croix – nous pose un énorme problème. Bien souvent, cela nous empêche d'aller au-delà de la perception première et de faire comprendre ce que nous venons faire. Le grand défi pour nous est de trouver un équilibre entre notre volonté d'intervenir auprès de ceux qui souffrent et cet emblème qui représente quelque chose qui est démonisé, considéré comme totalement étranger, voire ennemi de la culture locale. Nous avons le cas de l'Irak où nous pouvons travailler avec notre emblème dans certaines régions, mais ailleurs, nous devons travailler plus ou moins incognito, en nous banalisant, en nous cachant. À l'autre extrême, dans les Territoires palestiniens, le CICR est présent sans discontinuer depuis quarante ans : nous faisons partie des meubles et du paysage ! Notre emblème ne pose aucun problème, même dans des situations qui sont en train de se radicaliser, comme c'est le cas à Gaza par exemple. Au Yémen où l'action du CICR est relativement jeune – ça fait un an et demi que nous intervenons dans le nord du pays – mais où nous étions très connus il y a quarante ans, nous avons un problème majeur de perception et d'acceptation : nous devons être extrêmement prudents, par rapport aux contacts que nous prenons, à l'identification de nos délégués ou aux types d'actions que nous pouvons mener. C'est ce que je voulais souligner : chaque contexte a ses spécificités et il n'y a pas une réponse univoque, homogène pour l'ensemble du Moyen-Orient.

Raoufa Al Sharki

- 8 Les situations apparaissent, en effet, très différentes selon les pays. Les pratiques de l'Islam, notamment, diffèrent fortement d'une région à l'autre. Les considérations des populations locales peuvent également se distinguer. Au Yémen, nous faisons face à l'arrivée de nombreux réfugiés venant de Somalie. C'est le même problème que pour les réfugiés africains tentant d'atteindre l'Europe : bien peu arrivent au Yémen, la plupart mourant en mer. Les Yéménites considèrent que les ONG internationales doivent intervenir, le pays manquant cruellement de moyens adaptés pour gérer cette situation. Mais je voudrais aussi parler de deux aspects de la situation dans mon pays. D'abord, le fait qu'il existe une guerre civile que personne, en particulier notre gouvernement, ne reconnaît en tant que telle mais qui fait des morts et provoque des déplacements. De fait l'Etat autorise peu de personnels internationaux à venir, pour des raisons de sécurité. Ensuite, et je rejoins Béatrice Mégevand Roggo, il est vrai que les ONG internationales sont souvent perçues comme occidentales, hostiles à l'Islam et aux Arabes en général. Médecins sans frontières est considéré comme une organisation « missionnaire » ! Et quand Médecins du Monde vient au Yémen, ils sont assimilés à MSF, si bien qu'ils doivent passer leur temps à expliquer qu'ils n'ont rien à voir avec

MSF ! C'est pour cela aussi que MDM a noué un partenariat avec le Croissant-Rouge et avec l'association dont je m'occupe.

Hélène Thiollet

- 9 J'aimerais reformuler les deux questions posées par Pénélope, c'est-à-dire la question de l'autonomie et celle de la légitimité, du point de vue de la stratégie des ONG, c'est-à-dire en me demandant quels types d'actions ou de stratégies de communication une ONG peut développer dans le contexte du Moyen-Orient. Concernant l'autonomie des ONG face aux Etats ou aux organisations inter-étatiques, on voit bien que le Moyen-Orient est un lieu d'investissement diplomatique, stratégique, sécuritaire très important. Les ONG sont prisonnières de ce contexte-là. Comment les ONG peuvent-elles faire en sorte de ne pas être des sortes de substituts ou des instruments de la diplomatie étatique ou interétatique ? Je pense particulièrement au Soudan, où les ONG ont été instrumentalisées et sont devenues la cible d'agressions locales et nationales. Concernant le deuxième point, à savoir la légitimité, on peut se demander quelle est la marge de manœuvre des ONG laïques occidentales pour nouer des alliances stratégiques et affirmer leur légitimité dans la région. Le plus judicieux serait d'utiliser par exemple les organisations régionales – le conseil de coopération du Golfe, l'organisation de la conférence islamique ou la Ligue arabe – comme tremplins de légitimité pour agir et communiquer. La même question se pose pour les organisations confessionnelles que je définirais, pour répondre à la question de Driss El Yazami, comme des organisations qui utilisent un référent religieux et se branchent sur des réseaux socio-confessionnels quels qu'ils soient, dans un contexte social donné. Mais il est des cas où les ONG, laïques ou confessionnelles ne peuvent nouer des partenariats qu'avec des relais locaux éventuellement « contestables »... Je pense à la Somalie où il n'y a pas de partenariat étatique possible sinon avec les notables issus des tribunaux islamiques, c'est-à-dire des réseaux confessionnels qui ont été étiquetés « terroristes » par la communauté internationale... Est-ce qu'une ONG peut utiliser ces réseaux-là pour faire son travail efficacement ?

Béatrice Mégevand Roggo

- 10 Par rapport à l'autonomie, j'aimerais juste dire une chose qui n'est pas suffisamment reconnue dans notre milieu, à savoir qu'il n'y a pas une seule manière de faire de l'humanitaire. On est parfois intolérants vis-à-vis de certaines façons qui visent quand même à répondre à des besoins des populations dans les situations de conflits. A titre personnel, par exemple – donc sans engager mon institution par rapport à cela – je pense que les agences onusiennes, si souvent décriées, ont un rôle fondamental. Cependant, elles ne peuvent pas répondre à tous les besoins, et c'est là que la complémentarité entre en ligne de compte, avec le CICR – une organisation privée totalement neutre, indépendante et impartiale – ou les ONG, souvent plus militantes. Nous le savons tous : les besoins humanitaires sont rarement couverts et l'intolérance qu'on a parfois entre nous est d'autant plus regrettable qu'elle se fait au détriment de l'efficacité dans la réponse humanitaire. Concernant la légitimité, qui découle aussi finalement de cette question de l'autonomie, je dirais que le CICR a une position privilégiée : c'est le fait d'appartenir à un mouvement qui rassemble certes le CICR, mais également les sociétés nationales de Croix-Rouge et de Croissant-Rouge, et le secrétariat de ces sociétés nationales qu'est la Fédération. La légitimité du CICR est très fortement ancrée dans la coopération avec la société nationale d'un pays donné. Et au Moyen-Orient, c'est absolument fondamental ! J'avoue volontiers que le dialogue entre

le CICR et les sociétés nationales du monde arabo-musulman n'est pas toujours facile – parce qu'on parle parfois des langages différents, que la conception de l'humanitaire est différente – mais petit à petit, on le fait. Le Yémen est un excellent exemple de cette capacité des deux côtés d'être tolérant, d'accepter et de se rencontrer quelque part à mi-chemin, pour faire un bout de parcours humanitaire ensemble.

Raoufa Al Sharki

- 11 Je voudrais réagir aux stratégies de communication dont parlait Hélène Thiollet pour faciliter le travail des ONG internationales au Proche et Moyen-Orient. A mon avis, elles peuvent utiliser trois canaux. Le premier, c'est celui des ONG locales de manière à toucher les communautés. Le deuxième, c'est celui des médias locaux qui sont intéressés à savoir ce que les ONG comme Médecins du Monde veulent faire au Yémen. Et le troisième, ce sont les enseignants ou les étudiants que les ONG pourraient solliciter comme intervenants dans des séminaires ou même comme volontaires.

Driss El Yazami

- 12 Je rejoins Béatrice Mégevand Roggo en rappelant qu'il existe au Proche et Moyen-Orient des associations de défense des droits de l'Homme qui sont ancrées dans leur société, tout en étant ancrées en même temps dans l'universalisme. Mais finalement, est-ce qu'il y a deux ensembles totalement distincts, l'Occident et les autres ? Je pense qu'il y a des processus à l'œuvre qui n'ont absolument rien à voir avec les délires de Samuel Huntington ! Tout comme Youssef Courbage, je pense qu'il y a une sécularisation en cours dans le monde arabo-musulman qui fait qu'on peut en même temps porter le fichu, avoir une pratique religieuse, même radicalisée, et en même temps être dans l'occidentalisation, voire l'universalisation. Notre problème, c'est donc de prendre en compte ces particularités culturelles, les évolutions dans leur durée et les rapports de force politiques au sein de ces sociétés et le jeu géostratégique. Par exemple, lorsque le Hamas prend le pouvoir à l'issue du scrutin le plus démocratique et le plus suivi du XXe siècle et du XXIe siècle arabo-musulman, et qu'il est décrété du jour au lendemain « organisation terroriste » et donc infréquentable, et bien on ne respecte ni la spécificité de ces gens, ni l'évolution qu'ils ont connue. De même, quand le président Sarkozy affirme qu'en Tunisie « l'espace des libertés s'élargit », et bien pour les millions de Tunisiens et de Maghrébins, cela ne peut pas être audible car d'une certaine manière, ce qu'il dénonce c'est la négation de ces valeurs occidentales. Quant aux alliances stratégiques, elles sont à lier avec les acteurs de la galaxie démocratique de ces sociétés, même si cela se fait dans des conditions difficiles. Il faut prendre les acteurs de ces sociétés tels qu'ils sont, c'est-à-dire y compris confessionnels. Pour dire les choses aussi clairement que possible, il me semble que l'on peut travailler avec l'islam politique. Évidemment, cela se fait à certaines conditions, en respectant un socle commun, universel qu'on ne peut pas négocier, ni avec les musulmans, ni avec les Tchétchènes, ni avec personne ! Une fois qu'on est au clair avec ce socle, on peut discuter pacifiquement si on considère que ces sociétés sont elles aussi en train d'entrer dans l'universalisme à leur manière et à leur rythme et non pas historiquement ou culturellement condamnées à l'anarchie.

Pierre Salignon

- 13 Je pense qu'un élément qui vient parfois caricaturer la manière dont on parle de la situation actuelle, c'est le contexte de « guerre contre la terreur » qui, en opposant terroristes et démocrates, bons et méchants, etc., amène les acteurs de secours à penser à travers ce prisme. C'est dangereux parce que l'action humanitaire est possible aussi

parce que l'indépendance est mise en avant, parce qu'il y a la possibilité de développer des contacts avec l'ensemble des acteurs sur les terrains de crise. Pour rebondir sur l'exemple de Gaza et du Hamas et des décisions politiques prises par l'Union européenne ou les États-Unis pour isoler cet acteur politique, les ONG qui veulent être en lien avec des populations qui vivent une situation dramatique doivent se détacher des représentations politiques qui opposent « terroristes » et « colons ». Il faut essayer de ne pas prendre parti et ce n'est pas facile, parce que l'empathie est souvent forte chez les volontaires humanitaires. Je dirais donc de faire attention au prisme post-11 septembre 2001 qui a tendance à globaliser les situations, alors que, comme on l'a très bien dit ici, les situations varient en fonction des terrains de crise où l'on intervient.

Youssef Courbage

- 14 Au Moyen-Orient stricto sensu, je pense que l'autonomie des ONG est extrêmement restreinte par rapport aux appareils étatiques ou aux intérêts occidentaux. Mais si je prends l'exemple d'un pays du « grand Moyen-Orient », le Maroc, il me semble que depuis 1999 les ONG ont une réelle autonomie et pourraient servir d'exemple au reste du Moyen-Orient. Elles ont fini par être reconnues par les instances politiques les plus élevées, jusqu'au roi lui-même. Il peut donc y avoir dans cette région globalement assez despotique et dictatoriale, quelques éléments d'optimisme.

Philippe Droz-Vincent

- 15 Il est vrai que lorsque les ONG internationales interviennent au Moyen-Orient, elles rencontrent une profusion d'ONG locales. Il existe même maintenant des annuaires d'ONG qui sont publiés ! Cette explosion de la société civile s'explique par de nombreux facteurs sociaux⁶. Le problème, qui a déjà été évoqué, est effectivement que les agendas des ONG internationales, axés sur les droits de l'Homme, l'environnement ou les droits de la femme, et ceux des ONG locales ne correspondent pas forcément. Par exemple, la campagne menée en Jordanie pour l'abrogation de l'article 340 n'a pas fonctionné pour cause de décalage avec un certain nombre de données locales. Il reste donc un autre type d'ONG qui, elles, sont beaucoup plus ancrées localement, et sont « confessionnelles », ce qui pour nous veut souvent dire « musulmanes » ou « islamiques ». Mais on ignore que dans un certain nombre de pays, par exemple en Syrie, il existe une forte proportion d'ONG chrétiennes qui sont très actives dans un certain nombre de quartiers. Elles peuvent être aussi un relais intéressant tant il est vrai que les ONG confessionnelles islamiques forment un maquis très complexe : certaines sont des associations communautaires rattachées à des quartiers qui font de l'action sociale sans faire de politique, comme on peut le voir à Damas ou au Caire, mais d'autres sont rattachées à des mosquées, sont plus « militantes », au sens où elles promeuvent une sorte d'éthique morale islamique. Et puis il y a aussi des ONG confessionnelles beaucoup plus politiques – liées aux Frères musulmans en Égypte, au Hamas dans les Territoires palestiniens ou au Hezbollah au Liban, etc. –, qu'on pourrait qualifier d'« islamistes », au sens d'islam politique. Bref, c'est un maquis souvent difficile à démêler.

Driss El Yazami

- 16 Évidemment, les choses sont toujours complexes. Mais il y a peut-être, dans notre regard, des choses qui empêchent de mieux voir. Si on prend acte que l'islam politique existe, il faut qu'on en discute : considère-t-on qu'il est soluble dans un processus historique d'évolution démocratique ou qu'il représente un ennemi ? J'étais à Gaza en juillet dernier pour rencontrer les responsables du Hamas et je dois dire que si ce ne

sont pas des amis, ils représentent des partenaires éventuels avec lesquels discuter. Par exemple, la première Ligue égyptienne des droits de l'Homme qui s'est créée dans les années 1930 en Égypte a eu cinq ans d'existence. On peut soit considérer qu'elle est le signe d'un élan libéral possible dans cette région, soit que cet échec relatif est le signe d'une spécificité musulmane qui rejette tout élan libéral de ce type.

Joseph Dato

- 17 Merci et je passe désormais la parole à la salle pour engager une discussion entre elle et les intervenants...

Depuis la salle, Bernard Granjon (ancien président de MDM)

- 18 Je reviendrai sur la légitimité qui est pour moi quelque chose d'essentiellement subjectif. Elle est celle que nous ressentons par rapport à un certain socle de valeurs qui sont les nôtres, mais il est très difficile de dire qu'il ne faut surtout pas travailler avec des associations religieuses, même extrémistes. Par exemple Médecins du Monde intervient en Turquie, un pays assez semblable par certains côtés au Maroc pour l'évolution qu'il connaît. Et bien, en Turquie, d'un côté nous pouvons dénoncer les atteintes aux droits de l'Homme et en même temps travailler avec le PKK, une organisation officiellement terroriste dont nous réprouvons totalement les méthodes, mais qui reste quand même, assez représentative de la lutte du peuple kurde.

Depuis la salle

- 19 Vous avez parlé d'occidentalisation des peuples arabomusulmans, mais je me demande s'il n'y a pas une ignorance complète des traditions musulmanes parmi les expatriés qui viennent travailler dans le monde arabo-musulman. Est-ce qu'on n'a pas une part de responsabilité, nous, en tant qu'ONG occidentales, dans l'ignorance que l'on a du monde arabe ?

Raoufa Al Sharki

- 20 Je ne ferais pas la différence entre la culture occidentale et la culture arabomusulmane. Je pense qu'il y a des sociétés différentes à l'intérieur même de ces cultures qui ont besoin d'être comprises pour ce qu'elles sont. En Europe aussi, il y a des différences entre les Français et les Allemands par exemple ! L'association de développement que je préside au Yémen travaille dans la partie principale du pays et dans l'île de Socotra. Cette dernière est yéménite mais vous n'imaginez pas à quel point elle est différente du reste du pays. Les habitants ont leur propre langue et leur propre culture et pour nous, c'est aussi compliqué d'y intervenir que pour des Occidentaux. Ramener les différences aux cultures occidentales et orientales est trop réducteur.

Depuis la salle

- 21 Je reviens sur ce « socle universaliste » dont vous parliez. Apparemment, c'est quelque chose que tout le monde connaît, mais est-ce que c'est défini ? Par ailleurs, s'il y a une différence entre l'Occident et le monde arabomusulman, est-ce qu'elle ne tient pas au fait que les musulmans raisonnent en termes de « charité » alors que nous raisonnons en termes de « don » ?

Hélène Thiollet

- 22 A mon avis, les droits de l'Homme font partie du socle universaliste, comme base de respect de la personne humaine. Il faut savoir aussi que la déclaration universelle des droits de l'Homme a été plus ou moins intégrée dans les droits nationaux de la plupart des pays du Proche et Moyen-Orient, avec des adaptations bien sûr. Même dans des

pays comme le Soudan, où la charia s'applique, il existe un ensemble de droits garantis en des termes laïques. Donc, s'il n'y a pas d'universalisme, il y a au moins une certaine convergence.

Depuis la salle

- 23 Je voulais réagir à propos de la légitimité. Je pense qu'une ONG la tire de sa proximité avec la population auprès de laquelle elle travaille et que c'est aussi, d'ailleurs, sa seule protection. Je pense à l'expérience irakienne et à d'autres terrains où se déroulent de plus en plus des « interventions à distance » qui, selon moi, posent un problème éthique. Je considère en effet qu'on opère un transfert de risques des Occidentaux vers les populations ou les partenaires locaux, sans véritable considération. D'autres corps de métier le font et en payant des millions de dollars : les armées qui paient des agences de sécurité privées, les agences de presse qui paient des journalistes locaux qui prennent des risques incroyables pour ramener des images. Les humanitaires ne s'interrogent pas suffisamment sur cette façon de faire. D'autre part, cette modalité me semble contre-productive à terme : est-ce que le fait de travailler à distance ou en adoptant un profil bas ne risque pas de nous rendre complètement invisibles et d'entretenir la confusion avec les militaires ou d'autres intervenants qui n'ont rien à voir avec les humanitaires ?

Depuis la salle, Djamel Misraoui (Secours islamique France)

- 24 Les intervenants ont dressé un diagnostic assez complet de la situation. On a besoin aujourd'hui d'oser aller de l'avant, peut-être à partir de quelques points qui me semblent importants. D'abord, il nous faut aiguïser notre champ lexical quand on aborde des questions sensibles, comme la démocratie, l'islam ou le terrorisme dans un contexte musulman. Le deuxième point, c'est de comprendre que le référentiel culturel de ces pays-là peut être contradictoire avec notre référentiel occidental : un musulman peut être un démocrate ! Ensuite, l'humanitaire ne doit pas être limité seulement à l'espace occidental : il existe un patrimoine autre que judéo-chrétien en la matière, puisqu'il existe des ONG humanitaires musulmanes. Enfin, il faut suivre les réflexions de Youssef Courbage : l'islam est aujourd'hui dans une logique de souplesse, et non de rigidité.

Béatrice Mégevand Roggo

- 25 Je réponds à la question sur l'intervention à distance, le « remote control ». Le CICR, malheureusement, a dû introduire cette manière de travailler dans deux contextes : en Irak et en Somalie. Cela reste partiel en Irak où nous travaillons avec des expatriés dès que nous le pouvons. Mais je tiens à dire que ce n'est jamais un choix, ni facile, ni confortable. C'est vraiment le dernier recours avant l'interruption pure et simple de l'action humanitaire. On en discute beaucoup au sein de notre organisation, et avec d'autres acteurs humanitaires et nous sommes très au clair sur le fait que ce n'est décidément pas souhaitable de l'étendre ou de l'introduire ailleurs. Mais il existe des situations dans lesquelles travailler à travers des employés du pays plutôt que de ne pas travailler du tout est quand même la situation la moins négative d'un point de vue humanitaire. Et je crois aussi qu'on est très conscients des risques que prennent nos collègues nationaux et nous faisons tout ce que nous pouvons pour essayer de les soutenir et de les protéger. Mais ce sont eux qui très souvent nous disent de ne pas venir car nous courrions des risques excessifs.

Pierre Micheletti

26 Quand on parle d'humanitaire, de quoi parle-t-on ? L'humanitaire qui est né en Europe après 1968 était nouveau en ce qu'il a cherché à utiliser le couple « action et médias » pour peser sur les politiques internationales des Etats, mais la solidarité internationale existait bien avant. Avant, il y avait eu le CICR et puis avant encore des mouvements qui, il faut le dire, fonctionnaient sur des motivations religieuses. Et en France on n'échappe pas à cette règle, même encore aujourd'hui. De même, de qui parle-t-on quand on parle d'ONG humanitaires ? On l'a dit, il faut une lecture fine des groupes qui évoluent dans l'espace arabo-musulman, mais il faut aussi une lecture tout aussi fine des ONG internationales qui interviennent. Car pour l'Irakien ou l'Afghan qui voit une myriade d'ONG, il n'est pas sûr qu'il saisisse la différence entre des ONG à connotation religieuse, comme World Vision, des ONG de culture et de pratique anglo-saxonnes, c'est-à-dire qui s'affichent comme des acteurs complémentaires à la politique nationale de leur pays et des ONG françaises ou européennes qui, elles, entendent avoir un positionnement complètement différent par rapport à leurs Etats. Comment ne pas comprendre que nos interlocuteurs sur le terrain, au niveau de leur perception réelle et/ou instrumentalisée par les groupes extrémistes, mettent tout ce monde-là dans un pot commun en disant qu'elles sont toutes les bras non armés des gouvernements en question et de leurs troupes militaires ? A Médecins du Monde, en tout cas, on a pris la mesure de ces questions et on entend bien s'inscrire dans ce qu'on pourrait appeler la « désoccidentalisation » de l'humanitaire ? C'est une absolue nécessité et le projet d'ouverture d'un bureau MDM au Qatar que nous avons lancé avec Joseph Dato participe complètement de cette logique. Mais elle va au-delà du Proche et du Moyen-Orient car et, c'est un projet qui me tient à cœur, il faut s'intéresser à des pays émergents comme l'Inde pour essayer de générer l'émergence d'une société civile qui pourrait déboucher sur une solidarité internationale qui ne serait plus l'apanage occidental.

Joseph Dato

27 Je pense à deux questions que l'on m'a souvent posées en Algérie, au Yémen, au Qatar, au Soudan ou au Liban : « Qu'êtes-vous venus transformer ici ? » et « Que nous apportez-vous ? » Mais comment y répondre ? Soit on ne dit rien, on se contente d'apporter des secours ponctuels, mais c'est peut-être un peu court... Soit on dit à ces gens – qui ne nous ont pas invités – que rien ne va chez eux, ni dans l'éducation, ni dans la santé, et que l'on va apporter de la parité ou réconcilier telle tribu yéménite avec telle autre et puis finalement installer une meilleure gouvernance et la démocratie ! Je comprends que cela engendre des crispations !

Raoufa Al Sharki

28 Au Yémen, nous travaillons avec l'ONG américaine National Democratic Institute (NDI) dont le projet est bien accepté, dans notre pays comme ailleurs. NDI présente comment fonctionne la démocratie américaine et pour nous qui ne sommes pas une démocratie, même si nous sommes sur le chemin qui y mène, c'est très précieux. C'est aussi une façon pour nous de nous défendre de l'accusation latente que notre pays serait lié aux réseaux terroristes qui ont attaqué l'Amérique.

Pierre Salignon

29 Il y a une exigence, à côté de la nécessaire indépendance des ONG, qui est celle de la transparence : quand on aborde une société, il faut expliquer clairement ce qu'on vient faire, la mission sociale qu'on s'est donnée. Cela rejoint, à mon sens, la nécessité pour

les ONG de ne pas trop élargir cette mission. On observe en effet une tendance à l'élargissement des mandats qui fait que certaines ONG font à peu près tout : l'action de secours, mais aussi la prévention des conflits, la protection des droits de l'Homme, etc. Parfois, cela peut finir par devenir contre-productif. Il est important de revenir sur des repères clairs afin de ne pas arriver à une sorte de magma de plus en plus difficile à appréhender, et pour nous et pour les populations qu'on essaie d'aider.

Joseph Dato

30 Un petit tour de conclusion avec nos invités...

Béatrice Mégevand Roggo

31 Il n'y a pas une seule action humanitaire possible, il y en a plusieurs, de même qu'il y a beaucoup de réalités. Ce qui me paraît le plus important, c'est d'accepter cette diversité de contextes, de situations et de réponses possibles.

Youssef Courbage

32 Pour les humanitaires, une connaissance plus approfondie des sociétés civiles du Moyen-Orient et de leur évolution s'avèrera au moins aussi importante que la compréhension des conflits pour intervenir efficacement dans ces sociétés.

Philippe Droz-Vincent

33 Je crois que le débat et tous les problèmes qui ont été soulevés sont un appel à la créativité devant un certain nombre de défis tout à fait nouveaux. Et seuls les acteurs que vous êtes pouvez avoir cette créativité.

NOTES

1. Pierre Micheletti, *Humanitaire. S'adapter ou renoncer*, Marabout, 2008. Lire dans ce numéro, p. 81.
2. Olivier Roy, *Le Croissant et le Chaos*, Hachette littératures, 2007, 188 pages.
3. Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le rendez-vous des civilisations*, Seuil, 2007, 160 pages.
4. Lire dans ce numéro, Pénélope Larzillière, « L'influence des approches sécuritaires sur les politiques de développement au Proche-Orient », pp. 28-34.
5. Lire note 3 *supra*.
6. Lire dans ce numéro l'article de Philippe Droz-Vincent, « Où sont donc les "sociétés civiles" au Moyen-Orient ?, pp. 57-63.

RÉSUMÉS

Débat animé par Joseph Dato, professeur associé à l'Université de Grenoble, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins du Monde et la participation de trois grands témoins : Hélène Thiollet, politologue, Instituts d'Études Politiques de Paris (IEP) Pierre Salignon, membre du comité de rédaction de la revue Humanitaire et ancien directeur général de MSF-France Pénélope Larzillière, sociologue, Institut de recherche pour le développement (IRD)

INDEX

Index géographique : Israël, Yemen, Afghanistan, Syrie, Irak, Liban, Territoires Palestiniens, Proche-Orient, Moyen-Orient

Mots-clés : Action humanitaire, Politique humanitaire, Armée, Conflit, Sécurité, Religion, Débat humanitaire/militaire, Débat humanitaire/politique, Islam

AUTEURS

JOSEPH DATO

Professeur associé à l'Université de Grenoble, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins du Monde

HÉLÈNE THIOULET

Politologue, Instituts d'Études Politiques de Paris (IEP)

PIERRE SALIGNON

Membre du comité de rédaction de la revue Humanitaire et ancien directeur général de MSF-France

PÉNÉLOPE LARZILLIÈRE

Sociologue, Institut de recherche pour le développement (IRD)